

## La marée est haute

**Il est possible qu'un jour l'eau douce devienne aussi précieuse que le pétrole. La privatisation est-elle le meilleur moyen de gérer la rareté de l'eau? Le mois prochain, c'est le Forum mondial de l'eau qui en décidera.**

par Maude Barlow  
le 26 février 2003

Le secteur privé a été le premier à le constater : l'eau douce de la planète devient à ce point rare que bientôt elle deviendra la marchandise la plus précieuse sur la Terre. Trente-et-un pays font face à de graves pénuries d'eau et plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau saine. À toutes les huit secondes, un enfant meurt d'une maladie transmise par l'eau. Et la crise ne fait qu'empirer. D'ici 2025, compte tenu du nombre toujours croissant d'habitants qui auront à partager les sources d'eau limitées de la planète, et considérant que la consommation d'eau par habitant aura plus que doublé, les deux tiers de la population de la planète manqueront d'eau pour combler leurs besoins essentiels.

Le 16 mars, le troisième Forum mondial de l'eau (FME) se tiendra à Kyoto au Japon. Ce forum est parrainé par le Conseil mondial de l'eau, sorte de groupe de spécialistes comptant des membres comme la Banque mondiale, des sociétés mondiales d'eau, l'ONU, des gouvernements et la *International Private Water Association*. Ces groupes décideront si ce seront les multinationales ou les gouvernements et les municipalités qui obtiendront le contrôle des ressources d'eau décroissantes de la planète.

Le deuxième FME a eu lieu à La Haye il y a trois ans. Servant de vitrine pour les partenariats public-privé, ce forum visait à obtenir un « consensus » parmi les 5 400 participants en faveur de la privatisation comme solution à la crise de l'eau. Le Conseil mondial de l'eau a présenté une « vision des ressources mondiales d'eau », vision rédigée d'avance et résolument axée sur les profits et a déclaré que l'eau n'était pas un droit humain fondamental mais un besoin qui peut être comblé par le secteur privé.

À la clôture de ce forum, une coalition formée d'écologistes, de militants pour les droits de la personne et l'éradication de la pauvreté, de petits exploitants agricoles, de syndicats et de communautés locales luttant contre la privatisation de l'eau, appelée Projet Planète bleue, a sévèrement condamné le processus et l'issue déjà prévue de cette rencontre. Depuis lors, ces activistes ont protesté aux côtés des démunis en Afrique du Sud, en Bolivie et en Inde.

L'idée de vendre l'eau à des fins lucratives épouse diverses formes. Soutenue par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), une poignée de multinationales cherchent à cartelliser les systèmes d'approvisionnement d'eau et de traitement des eaux usées à l'échelle mondiale. Vivendi et Suez de France livrent déjà des services d'eau à plus de 200 millions de clients dans 150 pays. Ces sociétés tentent maintenant d'ouvrir de nouveaux marchés dans les pays du Tiers monde où des gouvernements, croûlant sous l'endettement, sont forcés d'abandonner les services publics et de laisser le contrôle de l'approvisionnement en eau aux mains d'intérêts à but lucratif.

Ces entreprises réalisent d'énormes profits, imposent des tarifs élevés pour l'approvisionnement en eau et vont jusqu'à interrompre ces services aux clients qui n'ont pas les moyens de les payer. Leurs transactions manquent de transparence, l'eau qu'elles produisent est de piètre qualité et sont même accusées de chantage et de corruption. En se fondant sur la politique de marché connue sous le nom de « recouvrement intégral des coûts » (soit d'imposer le coût total de production de l'eau, incluant les profits des actionnaires) les sociétés d'eau sont en mesure d'imposer des hausses de tarifs écrasantes pour des millions de démunis, incapables de s'offrir des services d'eau privatisés et qui sont obligés de consommer de l'eau contaminée par la bactérie du choléra. Au Ghana, la seule perspective d'une privatisation des services d'eau imposée par la Banque mondiale a entraîné une augmentation des tarifs de services d'eau de 95 %.

Un nouveau type de consortium établi en Allemagne pourrait bien devenir le prototype de l'avenir. Des entreprises comme AquaMundo ont rassemblé d'énormes fonds communs de capitaux par le biais d'aide gouvernementale étrangère, d'investissements de banques privées et de fonds destinés aux services publics du pays récipiendaire. Grâce à un accord appelé « crédit-bail transnational », ces entreprises embauchent des entrepreneurs locaux pour la gestion des services d'eau. Certaines protègent leurs capitaux dans des refuges fiscaux, ce qui leur évite de payer les impôts nationaux et leur permet d'offrir une « bonne affaire » aux gouvernements locaux en manque d'argent. En vertu de ces partenariats public/privé, l'investisseur privé est assuré de réaliser, pendant de nombreuses années, d'énormes profits provenant des coffres publics et si l'entreprise ou le fonds commun d'investissement venait à disparaître, c'est le gouvernement local qui en paiera les frais.

Le taux de croissance annuel de l'industrie de l'eau embouteillée est de 20 % par année. L'an dernier, près de 100 milliards de bouteilles d'eau ont été vendues à l'échelle mondiale, la plupart étant faite de plastique non recyclable. Des luttes acharnées, la plupart dans des pays en développement, se livrent entre les communautés locales et les compagnies comme Coca-Cola et Nestlé, cherchant agressivement de nouveaux approvisionnements « d'eau de boutique ». La compagnie Perrier est poursuivie en cour par des citoyens du Michigan et du Wisconsin dans un litige visant à obtenir la permission de s'approprier d'énormes quantités d'eau de la nappe phréatique qui alimente les Grands Lacs en Amérique du Nord. En Inde, le réseau hydrographique de rivières, comme la Rivière Bhavani dans l'État du Tamil Nadu, a été vendu à Coca-Cola malgré le fait que cet état est aux prises avec la plus grave sécheresse de toute l'histoire. Comme l'a déclaré une certaine entreprise, l'eau est désormais une « nécessité rationnée qui peut être prise de force ».

Les grandes entreprises sont maintenant engagées dans la construction d'énormes pipelines pour transporter l'eau douce sur de longues distances à des fins commerciales, alors que d'autres fabriquent de super-réservoirs et d'énormes sacs d'eau scellés pour livrer de larges quantités d'eau à des clients payants de l'autre côté de l'océan. La Banque mondiale a déclaré que d'une façon ou d'une autre, un jour l'eau sera une marchandise qui sera transportée tout autour du monde comme le pétrole aujourd'hui ». Toutes ces diverses formes de privatisation de l'eau sont protégées par des régimes commerciaux internationaux comme l'Organisation mondiale du commerce. Un document ayant récemment fait l'objet d'une fuite a dévoilé que l'Union européenne avait placé les services d'eau très haut sur sa liste de revendications dans les pourparlers de l'Accord général sur le commerce des services. Cela n'est pas étonnant

lorsqu'on constate que les sociétés d'eau européennes représentent de puissants joueurs dans le lobby de l'industrie des services et conseillent les gouvernements, tout comme les négociateurs commerciaux, dans l'élaboration de ces accords.

Voilà les enjeux qui domineront le FME et pour lesquels se livrera une lutte des coeurs et des esprits. Jamais les enjeux n'auront été aussi importants pour un monde en manque d'eau.

*Maude Barlow est cofondatrice du Projet Planète bleue et coauteure, avec Tony Clarke, de « L'or bleu : l'eau, nouvel enjeu stratégique et commercial »(Boréal).*